

HORS-SÉRIE n° 3 SPÉCIAL « 1000^e NUMÉRO »

EN KIOSQUE LE LUNDI 22 MAI

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

18 AU 24 MAI 1995

N° 1000

10,00 F



« GÉRANT LOYAL »

MITTERRAND REND

SON TRÔNE DANS L'ÉTAT OÙ IL L'AVAIT TROUVÉ

Il faut encore
250 000 F
pour un local ML
et un studio RL
P. 4

AU SOIR du 10 mai 1981, le « peuple de gauche » dansait à la Bastille et dans les Bourses du travail de l'Hexagone. On allait changer la vie, terrasser le chômage. Mitterrand n'avait-il pas brandi 110 propositions?... Mais les lendemains n'allaient pas tarder à déchanter.

Certes, 45 ans après juin 36, la durée légale de la semaine de travail était ramenée de 40 à 39 heures. Mais dans son programme, Mitterrand avait annoncé les 35 heures pour bientôt !...

Avec un « coup de pouce » de 4%, le SMIC était toujours un salaire de misère. Quant à la cinquième semaine de congés, dans bien des boîtes, elle englobait les jours de congés supplémentaires qui existaient déjà.

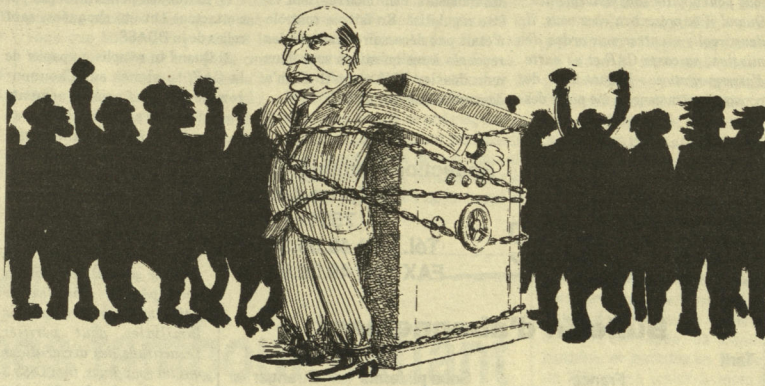
Et la retraite à 60 ans ? Depuis des années déjà, dans beaucoup de branches, avec les patrons, avec le concours du Fonds national de l'emploi, vous balançiez en « pré-retraite » ou en « cessation anticipée d'activité », à 55 ans, et même à 50 ans, comme dans la sidérurgie. *Le Monde* notait alors qu'en faisant payer la retraite à partir de 60 ans par la Sécu et les complémentaires, l'Etat réalisait une substantielle économie.

Toutes ces « folles générosités » ont, bien entendu, fait hurler la droite et même inquiété Delors et Rocard, tandis que Mauroy et Marchais proclamaient, à l'unisson, que c'était « plus formidable qu'en 1936 » !...

Répondant plus tard à ses détracteurs, Mitterrand déclara : « J'espère

que la hache de guerre sur ces petits problèmes est enterrée ». Il ne s'agissait, en effet, que de « petits problèmes ». Après des années de propagande, le pouvoir rose ne pouvait moins faire. Surtout que ces « amis des travailleurs », comme ils se qualifiaient eux-mêmes, savaient parfaitement ce qui se préparait et que, d'une manière ou d'une autre, tout serait repris. Et même bien au-delà...

En effet, en 1982 la fête est finie. Appuyé par Edmond Maire et tout ce que la gauche compte comme calotins sociaux, Mauroy lance la politique de rigueur. Les salaires sont bloqués. Le ministre Auroux ressort une ordonnance, jamais appliquée, (suite p. 3)



UN RMISTE FACE A LA CAF

Pire que le flic : le contrôleur social !

J'ENTRE chez moi un soir et je trouve un papier à mon nom, signé par un agent de contrôle de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Lille, me demandant de lui rendre visite. Pourquoi ? Ça, ce n'était pas écrit. Cette invitation était assortie de menaces : « Attention, si vous négligez cet avis, vous prenez le risque que :

- le montant de vos prestations soit remis en cause ;
- tout paiement soit suspendu sans préavis ;
- les prestations indues soient recouvrées. »

Le plus drôle, c'est que je m'étais déplacé deux fois à la CAF la

semaine précédente car je n'avais pas touché mes allocs (logement et RMI). La première fois, la personne au guichet m'annonce que je n'habitais plus à l'adresse indiquée. Je lui dit que si, et je remplis un formulaire. J'y retourne une deuxième fois car toujours rien. Là, on m'annonce que mon dossier était à l'étude à la préfecture. Pourquoi ? Pas de réponse.

Au lieu de rendre visite au flic social je lui téléphone et lui demande des explications. Les voici : « Je me suis présenté six fois chez vous à des heures et journées différentes, et comme vous n'étiez pas là, j'ai jugé que vous n'habitez pas à cette

adresse. De plus, comme vous êtes RMISTe, vous n'avez rien d'autre à faire que de rester chez vous puisque vous ne travaillez pas, ou alors vous travaillez ou suivez un stage et vous ne le déclarez pas. J'ai donc suspendu toutes vos allocations et envoyé un rapport à la préfecture. »

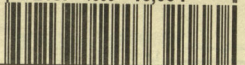
J'en suis tombé sur le cul. Je lui ai répondu que j'étais toujours chômeur et que, pour éviter des déplacements inutiles, il n'avait qu'à écrire.

« On n'écrit pas. On se rend chez les gens pour contrôler sur place. » Pour contrôler quoi ? « Tout. Voir si vous vivez avec quelqu'un, votre feuille d'impôts, votre contrat de location... J'ai tout pouvoir. »

Là-dessus, il me fixe un rendez-vous chez moi le lendemain à huit heures. Au téléphone, il était très énervé, sûrement parce que j'osais lui demander des explications. Un peu paniqué, je vais voir mon référent RMI, qui n'est au courant de rien. Il apprend tout comme moi qu'un RMISTe peut être contrôlé de cette manière. Il se renseigne auprès de ses collègues. Aucun n'est au courant. C'est la première fois qu'ils se trouvent devant une pareille situation.

J'appelle une copine qui bosse dans le social, dans un autre quartier. Elle ne sait pas. (suite p. 2)

T 2137 - 1000 - 10,00 F



FOP 2520

Pire que le flic : le contrôleur social !

(suite de la « une »)

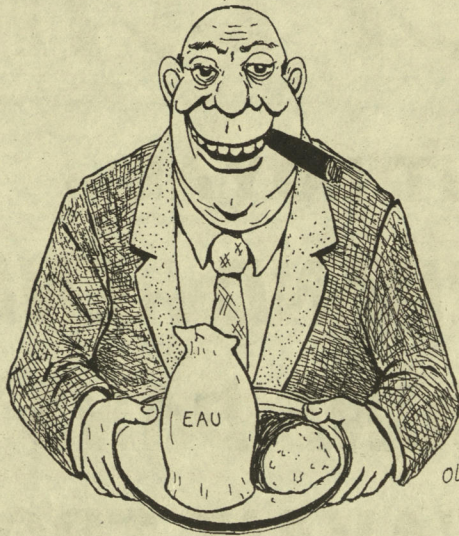
Elle appelle un collègue qui bosse dans le social depuis plusieurs années, c'est la même chose. Elle me donne divers conseils pertinents : saisir le préfet et la commission locale d'insertion (CLI) pour une réouverture immédiate des droits ; faire rédiger un papier par mon référent disant qu'il me connaît et que je veux m'en sortir. Je retourne voir mon référent et il me dit que saisir le préfet et la CLI revient à refaire un dossier de RMI ; donc le temps que cela arrive ça mettrait deux jours, et qu'il ne peut me faire un papier disant qu'il me connaît puisque cela faisait deux mois qu'il était là.

La seule solution : subir le contrôle et attendre les conséquences. Je téléphone alors à la préfecture, puisque c'est le préfet qui donne l'accord pour une attribution de RMI. Là-bas, on me répond : « Mais Monsieur, ce n'est pas nos services qui s'occupent de ça. Il y a beaucoup trop de dossiers. Il faut contacter le bureau RMI de la DDASS ». Je le fais et demande quels sont les pouvoirs de ces supers flics. « Ils ont tout pouvoir. Ils sont assermentés. Quand il se présentera chez vous, il devra vous montrer son ordre de mission, sa carte CAF et sa carte d'assermentation. » Devant tant de pouvoir, je commence à me poser des

questions : va-t-il ouvrir mes placards pour voir s'il y a des vêtements de femme, ouvrir mon armoire à pharmacie et chercher des tampons ou des serviettes hygiéniques, consulter mes relevés de banque... perquisitionner, quoi ? Je téléphone au centre d'information et de recherche administratif, centre qui connaît toutes les lois relatives à l'administration. Très sympa, une employée cherche et me dit que l'article L583.3 de la Sécurité sociale permet à la CAF d'effectuer des contrôles pour les bénéficiaires du RMI : situation familiale, ressources, personnes à charge, montant du loyer. Mais rien dans la loi n'indique comment doit s'effectuer en pratique ce contrôle.

J'étais dans une impasse et un désarroi total. Résigné, je prépare tout plein de paperasses (feuille d'impôts, cartons ANPE, contrat de location...) pour le lendemain.

Le lendemain huit heures, le gars se pointe, me serre la main, rentre chez moi. Il me demande ma situation familiale et si je travaille. Et c'est tout. Il s'en va et me dit que ces contrôles sont nécessaires car il y a des fraudeurs. Pour mon cas, tout va être régularisé. En fait, ce contrôle n'était pas nécessaire, puisque les réponses à ces questions sont dans mon dossier RMI et qu'il ne m'a demandé aucun justificatif.



Toute cette histoire véridique soulève plusieurs points :

1) Toutes les personnes que j'ai contactées ont été choquées, sauf celles de la DDASS.

2) Quand tu remplis un papier de la CAF, tu signes sur l'honneur comme quoi les renseignements fournis sont exacts. Et en petit, dans un coin, en bas à gauche, il est écrit : « La loi rend possible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Art. L554.1 du code de la Sécurité sociale). Art. 150 du code pénal. L'organisme débiteur des prestations familiales peut vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites. (Art L583.3 du code de la Sécurité sociale). »

Et plus bas, en petit aussi : « La loi n° 78-17 du 06/01/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire dont le destinataire est la CAF. Cette loi

vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès du directeur de la CAF qui verse les prestations. »

Donc cette déclaration sur l'honneur, c'est du pipeau. Ton honneur d'abord, c'est quoi ?, ils s'en foutent, ils se couvrent derrière une loi.

3) Les personnes aux guichets à la CAF n'étaient pas au courant que j'avais un contrôleur au cul (ce qui n'est pas de leur faute, vu qu'elles n'ont accès qu'aux informations délivrées par leur ordinateur). Donc la CAF bafoue la loi n° 78-17 du 06/01/78 puisque je n'ai pas eu accès aux données me concernant. Il aurait peut-être fallu que je m'adresse au directeur de la CAF. Ce monsieur est inaccessible. Déjà pour rencontrer un responsable il faut gueuler très fort.

4) Aucun des travailleurs sociaux que j'ai contacté n'ont eu à faire face à une telle situation.

5) Si la préfecture ne peut faire une perquisition chez toi, elle n'a qu'à faire appel à un agent de contrôle assermenté. Ce dernier peut atteindre à ta vie privée, rentrer chez toi, il est couvert par la loi. Pas besoin de demander une commission rogatoire à un juge.

6) Si je n'avais pas pu me débrouiller au niveau argent, je n'aurais pu payer mon loyer (j'ai été suspendu un mois), et j'aurais peut-être été expulsé, je n'aurais pu manger. Bref, ça aurait pu être très emmerdant pour quelqu'un d'autre qui se serait trouvé dans cette situation.

7) Quand j'observe après coup mes réactions par rapport à cette histoire (bien que je sois quelqu'un d'informé,

connaissant pas mal de gens organisés, tout comme moi d'ailleurs), j'ai réagi sans vouloir faire de vagues car j'ai flippé à l'idée qu'il me supprime toutes mes allocs.

A mon avis, si j'ai subi ce contrôle ce n'est pas par hasard. Rassurez-vous, je ne suis pas parano, juste ce qu'il faut de prudence. Etant un anarchiste actif, je m'attendais tôt ou tard à une intimidation de ce genre, tout en douceur, vicieuse, comme sait l'être l'administration, cette pierre étatique. Cette intimidation ne s'est pas encore arrêtée. Depuis ce contrôle, la CAF me harcèle de courriers me demandant des justificatifs de toute sorte, alors qu'ils ont déjà en leur possession tous ces documents.

C'est vraiment lorsqu'on se trouve face à une telle situation, qu'on peut comprendre totalement le but de l'assistanat : asservir. Il ne faut pas oublier que les allocations logement et le RMI, entre autres, sont des soupapes de sécurité, garantes de la paix sociale que désire tant les gouvernements de notre beau pays. Si tu ouvres ta gueule, hop on te supprime tes allocs, pour bien te montrer que tu n'es rien face à la toute puissance administrative. En quelque sorte, c'est l'administration qui décide si tu as le droit de survivre ou non. S'interroger sur le fonctionnement, le rôle de l'administration, les hauts fonctionnaires, leurs lois, leurs circulaires est très juste. Car, au quotidien, c'est pratiquement toujours à cette mafia que l'on doit s'adresser (ANPE, ASSEDIC, impôts, CAF, retraite, stages, université, préfecture...), et c'est souvent la même qui nous pourrit la vie.

Malheureusement pour les gouvernants, leur paix sociale tant désirée s'effrite de jour en jour ; il n'y a qu'à voir toutes les luttes qui naissent et se développent : luttes des travailleurs, des chômeurs, des précaires, des sans-logis, des squatters, des étudiants, des femmes, des fonctionnaires, des jeunes, des retraités...

De plus en plus de gens décident de vivre debout et c'est tant mieux. Mais attention, l'Etat a des armes très pernicieuses pour diviser, asservir et réprimer les mouvements d'émancipation (en général, ce ne sont que les armes visuelles [armées, police, jaunes] que nous remarquons).

A toi lecteur ou lectrice d'imaginer, de réfléchir à ce que nous pouvons faire pour briser la toute puissance de l'administration. Nous mêmes, anarchistes, avons des éléments de réponse, mais ne détenant pas la vérité nous faisons appel à toi pour avancer dans nos réflexions et nos actions avec toi !

UN RMIste LILLOIS

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Mitterrand rend son trône dans l'état où il l'avait trouvé !

(suite de la « une »)

du pétainiste Pinay, qui met l'échelle mobile hors la loi. En 1984, le Monde constatera « une décélération sans précédent du taux de salaire ouvrier ».

Le Monde libertaire a abondamment dénoncé tous les mauvais coups qui se sont alors succédés, par exemple le décret scélérat du 24 novembre 1982, signé par Bérégoïov, en réduisant les allocations de chômage, en montant et en durée. La couverture sociale ne cesse de rétrécir avec la géniale intervention, toujours sous l'égide de Bérégoïov, du « forfait hospitalier », avec l'augmentation des cotisations et la réduction des remboursements.

Dans tous les domaines, les gouvernements « socialistes » vont s'efforcer de répondre aux vœux du patronat. Ainsi, le ministre Delebarre met en chantier un projet sur la « flexibilité » du travail que Philippe Seguin s'empresse de reprendre à son compte lors de la première « cohabitation ». Les « socialistes » ont d'ailleurs la grande habitude de mâcher le boulot pour leurs successeurs de droite.

Ainsi, la CSG, préparée depuis longtemps par les énarques du ministère des Affaires sociales est-elle présentée en 1990, par Evin, comme « la base d'une grande justice sociale ». Et, en 1993, Balladur n'arriva plus qu'à la multiplier par deux !

Pendant ce temps, des centaines de milliers d'emplois disparaissaient dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les CRS matraquent les piquets de grève et, à propos de la sidérurgie, le Monde écrit : « La gauche tranche dans le vif de sa base sociale ». Résultat : en quatorze ans, le nombre des chômeurs est passé de 1 900 000 à 3 300 000. Pourtant, dans son programme, Mitterrand avait prévu la « création de 210 000 emplois par an, dont 150 000 dans le secteur public et 60 000 d'utilité collective » (1). (Il prévoyait aussi que le charbon « retrouvera dans dix ans le niveau de production de 1973 », soit 30 millions de tonnes. On connaît la suite !)

Cette situation permet au Monde d'expliquer que la France « socialiste » n'a pas une politique différente de celles des autres pays de l'OCDE. Mais « les entreprises reconstituent leurs marges ». Et les cours de la Bourse s'envolent. En 1989, le grand quotidien du soir évoque « les superbes profits » réalisés...

Beaucoup plus que l'une de ces crises cycliques qui ont marqué l'histoire du capitalisme, la situation actuelle résulte d'une action délibérée de la classe dominante à la recherche des meilleurs taux de profit pour ses capitaux. Mais que voulez-vous que Mitterrand y fasse ? Il faudrait être naïf pour croire que ces choses-là se décident à l'Elysée ou à Matignon. L'essentiel se mijote dans les conseils d'administration des plus grandes sociétés, dans les cercles hermétiques de quelques grandes familles et, bien entendu, dans les hautes sphères de l'appareil d'Etat où les « décideurs » demeurent en place



alors que les ministres ne font que passer. Ainsi, Bérégoïov était « entouré de conseillers brillants, dont on dit qu'ils ont autant conçu la politique qu'ils l'ont exécutée » (2) Et de noter, parmi eux, le rôle de M. Jean-Claude Trichet, ancien directeur du cabinet de Balladur, passé à la direction du Trésor. Aujourd'hui, il est gouverneur de la Banque de France.

On ne peut donc reprocher à Mitterrand et aux socialistes de ne pas avoir jugulé le chômage. Par contre, on peut leur faire grief d'avoir roulé le bon peuple dans la farine en prétendant qu'ils y arriveraient. (On peut en dire autant de Balladur et Chirac.)

Mitterrand ne pouvait « changer la vie » car, dans la démocratie parlementaire bourgeoise le rôle de la classe politique consiste avant tout à se produire sur le devant de la scène pour symboliser la « continuité de l'Etat » et anesthésier les braves citoyens. (A propos d'Etat, il ne faut pas confondre l'appareil constamment en place et les excellences qui passent allégrement de la culture à l'agriculture, ou de l'Education nationale à la Défense de même métal, et dont le gros travail consiste à signer les textes préparés par les « conseillers »...)

Tout un chacun a pu noter cette continuité absolue entre les politiques de « droite » et de « gauche » sur tous les problèmes où se trouvent en jeu les intérêts fondamentaux de la classe dominante, tout particulièrement en matière de diplomatie, de « défense », de force de frappe, de présence française, en particulier en Afrique où un Mitterrand junior a remplacé Foccard auprès des dictateurs locaux.

Est-il possible d'être plus militariste qu'un Chevènement, ou que feu Heru qui avec son complice Savary a voulu introduire l'armée à l'école et qui fit envoyer par le fond le bateau de Greenpeace ?

En 1936, Léon Blum accédant au pouvoir, avait déclaré qu'il serait un « gérant loyal » du système, qu'il ne porterait jamais la main sur les institutions et qu'ils les rendraient dans l'état où il les avaient trouvées. (Comme on doit le faire dans les toilettes, après un séjour à l'hôtel). Mitterrand a lui aussi bien rempli son mandat, avec une grande loyauté... à l'égard de cette classe où il a de nombreux amis personnels. Il rend un trône en parfait état ! ♦

SÉBASTIEN BASSON

(1) Le Monde du 24 avril 1981.
(2) Le Monde du 5-6 avril 1992.

LA PETITE SEMAINE

Le courage

Quand le temps a passé sur les carnages, par-delà les monceaux de cadavres que l'étendue des pouvoirs, l'esprit de conquête humaine, les leaders, les dirigeants, les chefs et autres meneurs d'hommes finissent, toujours par se rendre hommage.

A travers l'écoeürant propos tenu par le pétainiste de gauche en préretraite sur le « courage » des guerriers de la Wehrmacht, c'est avant tout une ode à la notion d'Etat-patrie, magnifiée par le sacrifice de sujets consentants pour assurer sa pérennité, qu'a voulu chanter François Mitterrand avant son départ.

Curieuse et navrante vertu que d'entrer dans la peau d'un tueur quand l'Etat vous l'ordonne ! Curieux et navrant « courage » que cette collaboration à la tuerie, quand il en faut mille fois plus pour s'y refuser !

Cinq cents ans avant Jésus-Christ, le personnage fatigué d'un chant populaire chinois disait vouloir s'étendre dans l'herbe pour dormir et ne plus jamais être soldat. Quand donc les hommes choisiraient-ils enfin ce manque de « courage » ♦

FLORÉAL

GARD

Des activités menées tambour battant

Le département du Gard a derrière lui une longue tradition anarchiste : Nîmes, Aimargues, Alès, Saint-Gilles sont des villes qui ont connu une présence libertaire marquée. Et puis l'histoire, le découragement, l'isolement, bref la vie, a fait s'éteindre peu à peu ces foyers de révolte en rouge et noir. Faut-il enterrer pour autant l'« increvable anarchisme » ?

Les militants fédérés du Gard, épaulés par des sympathisants actifs, démontrent depuis quelques semaines que non.

Les élections ont été l'occasion pour nous, avec l'aide précieuse de nos ami(e)s du groupe de Montpellier, d'apparaître au cours de deux réunions publiques dont le thème, « C'est de société qu'il faut changer, pas de président ! », a attiré

un public curieux et toujours heureux de nous rencontrer, à Alès comme à Bagnols-sur-Cèze. Il faut souligner ici que Nîmes n'a pu constituer la troisième étape de notre campagne pour l'abstention puisque la mairie refuse de répondre à nos demandes pour obtenir l'usage d'une salle municipale. Alors que dans le même temps, les fascistes peuvent y accueillir un de leurs chefs (Bruno Mégret du FN) sans difficulté...

A Bagnols-sur-Cèze, le 27 avril, une nouvelle réunion publique était organisée pour présenter l'école libertaire Bonaventure. Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud ont ainsi pu présenter l'école libertaire devant une quinzaine de personnes.

Nos interventions publiques ont permis de nouer des contacts, de

mieux faire connaître notre fédération et son journal, de renforcer notre présence dans l'est de ce département. Car nous voulons nous inscrire dans une démarche cohérente : pas question d'« anarchiser en rond », bien au chaud dans nos certitudes. Au contraire, nous voulons nous confronter à la réalité sociale de la région, au cœur des mouvements sociaux et citoyens ceux qui se battent.

C'est ainsi qu'outre notre présence dans le collectif radio « Emergences » de Nîmes et dans le Collectif contre la vidéo-surveillance, nous avons déjà eu l'occasion de diffuser un tract anti-nucléaire à propos du projet de stockage de déchets nucléaires. Ce projet, que les officiels baptisent « laboratoire », est déjà critiqué par un Collectif contre l'enfouissement

des déchets nucléaires avec qui nous avons ponctuellement travaillé sur des actions. Mais nous tenons, dans cette région nucléarisée de Marcoule, à affirmer un point de vue spécifique antinucléaire, anticapitaliste et libertaire. Pas toujours facile dans une région sous perfusion économique du Commissariat à l'Energie atomique (CEA)...

Pour conclure provisoirement, il est bon de rappeler à nos amis sympathisants que nous sommes prêts à les rencontrer. Et aux autres, qu'il faudra de plus en plus compter avec nous. Nous y travaillons. ♦

LES MILITANTS FÉDÉRÉS

N.B. : pour contacter la FA du Gard, écrivez à l'AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

Que ne faut-il pas inventer pour conserver la carte de séjour !

FÉLICITÉ N'EN DORT PLUS. Son mari, qui est étudiant, risque de se voir arracher sa carte de séjour. Pourtant, il a produit toutes les pièces qui lui étaient demandées pour le renouvellement. Il a réussi ses examens, il n'a pas changé de cursus et il a fourni le certificat d'assiduité délivré par le service administratif de l'université (1). Quand ils lui ont demandé d'apporter ses relevés bancaires pour l'année 1994, le mari de Félicité ne s'est pas méfié. Il a pensé que c'était seulement histoire de vérifier ses ressources. En effet, avec la dévaluation du franc CFA, nombreux sont les étudiants dont les familles n'ont plus les moyens de leur envoyer la prise en charge de 2 500 F que la loi exige. Mais ils sont malins à la préfecture de la rue Miollis. Ils ont épluché les relevés bancaires et ils ont trouvé des sommes qui comportaient des centimes. Alors ils ont accusé le mari de Félicité de travailler sans avoir d'autorisation (2). Devant l'énormité du crime qu'il a commis, il prend peur car il sait que cela peut lui coûter sa carte. Il jure à la jeune fille du guichet qu'il n'a jamais fait une chose pareille.

« *Je vous crois, lui dit-elle de sa voix la plus suave, mais il faut me le certifier par écrit* », et elle lui présente une feuille de papier blanc et un stylo. L'étudiant pense que tout s'arrange, qu'il s'agit d'une simple formalité et il déclare qu'il n'a pas travaillé pendant l'année 1994. On lui demande alors d'où provient cet argent ? Il affirme que les sommes en question ont été virées sur son compte bancaire par

son épouse. On lui ordonne alors d'apporter les relevés bancaires de Félicité.

Je les accompagne tous les deux à cette convocation qui risque d'être orageuse. En effet, quand ils constatent que les sommes en question n'ont pas été débitées sur le compte de son épouse, ils accusent l'étudiant de leur avoir menti. Ils lui donnent le conseil de se rétracter. Ils le menacent sinon d'envoyer son dossier à la Préfecture (de police) de l'île de la Cité qui ouvrira une enquête. Nous sommes tous les trois très embêtés car s'il dit la vérité, rien ne prouve qu'ils lui rendront le papier qu'il a signé. Pour une fausse déclaration, selon le code pénal, il risque jusqu'à cinq ans de prison. Plus que le docteur Garetta...

J'essaie d'intervenir auprès de la fonctionnaire. Ne pourrait-on pas oublier tout ça ? Après tout, le mari de Félicité n'est pas un « faux étudiant » puisqu'il suit ses cours et qu'il passe avec succès tous ses examens. Cela prouve qu'il ne travaille qu'à mi-temps, c'est-à-dire dans les limites autorisées... La jeune femme ne veut rien savoir. Alors le mari de Félicité est obligé d'inventer une histoire d'association de Camerounais dont il serait le trésorier et qui constituerait une tontine destinée à aider les plus jeunes.

« *Une tontine ?*, dit la demoiselle du guichet, *vous me l'écrivez...* », et elle lui tend une feuille blanche qui était là, toute prête. Le mari de Félicité s'enfonça de plus en plus profond dans le mensonge. Il brode autour de cette association, qu'il

vient d'inventer, une multitude de détails destinés à faire vrai. Je suis un peu effrayée de le voir accumuler avec autant de précision des faits imaginaires, qu'il lui sera impossible de prouver ensuite. On dirait qu'il ne peut plus s'arrêter de mentir et, sous le regard violemment réprobateur de la jeune employée, il persiste et signe, pour la seconde fois, une fausse déclaration qui va rejoindre dans le dossier celle qu'il avait fait la fois précédente.

Au sous-sol où nous sommes descendus faire des photocopies des relevés bancaires, nous rencontrons un étudiant à qui on vient de refuser le renouvellement de son titre de séjour parce qu'il a travaillé sans autorisation. Il est désespéré. Décidément, il n'y a pas moyen de s'en sortir. Que tu n'ies ou que tu avoues, c'est pareil. Ils arriveront de toute façon à t'arracher ta carte !

Lorsque, de temps en temps, Félicité me téléphone, j'essaie de lui remonter le moral. Le jour, elle travaille comme garde-malade et la nuit, elle se fait du souci. Encore un mois et demi à tirer, un mois et demi d'angoisse jusqu'à la prochaine convocation qui va décider de leur sort à tous les deux.

Un soir de la première semaine d'avril, Félicité m'appelle. Ils sont allés à la Préfecture de la Cité. La gorge serrée, mal au ventre, tremblant comme des feuilles au vent. La fonctionnaire, qui les a reçus, semblait plutôt gentille. Longtemps elle a pianoté sur l'ordinateur sans trouver trace de leur dossier. Finalement, elle les a

renvoyés rue Miollis, pensant que le dossier était resté là-bas. Mais, rue Miollis, on leur a assuré que le dossier avait bien été transmis à la Cité pour complément d'enquête, depuis le mois de février. Alors ils sont retournés à la Cité pour leur expliquer ce qu'avait dit la rue Miollis. Comme si le téléphone n'existait pas. Trois fois ils ont fait l'aller-retour entre les deux préfectures. A la fin, la fonctionnaire de la rue Miollis a été obligée de reconnaître que le dossier avait bel et bien disparu. Elle semblait

navrée de cette défaillance, au point presque de s'en excuser. Félicité et son mari ne le laissèrent pas voir mais, sous couvert de leur poitrine, leur cœur battait de joie. Envoyées les fausses déclarations, les relevés bancaires, les centimes. Effacés les men-songes. On allait pouvoir repartir à zéro... Félicité pense que c'est un coup de chance qu'ils ont eu. Moi, qu'une main providentielle a viré via la poubelle le dossier compromettant (3). ♦

CLAUDE

Notes

(1) Par une circulaire du 29 octobre 1991 signée Sauvé-Marchand, il a été donné ordre aux préfets de vérifier le sérieux des études effectuées par les étrangers. Résultat aux examens, changement de direction, assiduité aux cours... tout était laissé à l'appréciation des préfets qui se substituaient aux professeurs. On se demande comment les syndicats d'enseignants ont pu laisser passer cette circulaire qui introduisait la Préfecture au sein de l'Université. Toutefois, en 1991, le préfet, qui refusait le renouvellement de la carte temporaire, se devait de réunir la Commission de Séjour. Cela évitait les abus de pouvoir. Pasqua l'a supprimée.

(2) Une autorisation provisoire de travail (APT) doit être demandée auprès de la DDTE. Elle ne peut pas excéder vingt heures par semaine et doit être renouvelée tous les six mois. Les étudiants hésitent à la demander car on leur oppose de plus en plus souvent « la situation de l'emploi ».

(3) Dernièrement, j'ai eu plusieurs cas semblables à celui-ci. Chaque fois on faisait signer une fausse déclaration à l'étudiant. Cela permettait de lui retirer sa carte et peut-être même de poursuivre l'employeur. La plupart de ces affaires se sont arrangées « miraculeusement ».

LE POINT SUR LA SOUSCRIPTION

Il faut encore 250 000 F pour un local ML et un studio RL

Vous êtes nombreux/nombreuses à avoir répondu à nos appels pour cette souscription : environ 130 000 F sont déposés sur un compte bloqué pour ce projet et 20 personnes ont accepté un prélèvement automatique de 100 F par mois, sur cinq ans (ce qui représente 114 000 F, frais bancaires déduits). Merci à toutes et à tous.

Pour des raisons administratives et fiscales, le projet prévu en janvier à Paris ne se réalisera pas, mais nous sommes toujours à la recherche d'une surface de 100 m² environ, nous permettant de nous installer de façon satisfaisante. En ce moment, la rédaction du *Monde libertaire* est hébergée par des amis pour un loyer modique, ce qui permet quelques économies (environ 2 000 F par mois, depuis février).

Radio Libertaire a réservé une part importante de la subvention du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER) pour ses futurs locaux (plus de 200 000 F).

Le budget total prévu est de un million de francs. Nous faisons à nouveau appel à vous, pour compléter ce budget :
 — souscrivez selon vos moyens ;
 — diffusez cet appel autour de vous : amis, connaissances, collègues, syndicats, associations...
 — organisez des initiatives (par exemple, l'émission « Folk à lier », grâce à un bal folk, a fait un don de 7 580 F).
 D'avance merci à toutes et à tous. ♦

Jean-Jacques pour le *Monde libertaire*
 Rémi, Jacques et Elisabeth pour le secrétariat Radio

Modalités pratiques de la souscription

• Chèques à l'ordre de DMC, avec la mention « Pour un nouveau local » au dos (Si 4 000 personnes envoient 100 F, l'objectif est atteint).
 • Prélèvement automatique : envoyez-nous votre adresse et nous vous enverrons le formulaire adéquat.

RENDEZ-VOUS

RENNES

Pour célébrer la naissance, en 1895, du *Libertaire*, le groupe FA de Rennes organise, le samedi 20 mai, de 14 h à 24 h, une fête libertaire au « **Carrefour 18** », 7, rue d'Espagne.

Au programme : débat, table de presse, exposition, sketches avec la troupe d'Orion, musique, spectacle de Kergist (à 18 h 30), *Le clown Chomdu*. Bouffe, buvette... Entrée : 35 F (chômeurs : 20 F ; soutien : 50 F).
FA, 9, rue de la Paillette, 35000 Rennes.

SAINT-MARTIN-DE-LA-MER (CÔTE-D'OR)

Le groupe La Mistoufle de la FA de Dijon vous invite, le samedi 20 mai, à partir de 14 h, au **hameau du Creux-des-Rayes, à Saint-Martin-de-la-Mer (près de Saulieu)**, à un rassemblement sur le thème suivant : « L'Homme et la Terre ».

A partir de 14 h : foire aux produits locaux ; 16 h 30 : conférence-débat avec la Confédération paysanne sur le thème : « Surproduction et misère en milieu rural » ; 21 h : soirée cabaret, avec Gaspar, Le Marquard, Jacques Duloup et autres ménestriers.

Table de presse, buffet, buvette. Possibilité de camping, se renseigner auprès de l'ADLIB : **80.64.07.65** ou de la Fédération anarchiste : **80.66.81.49**.

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise, le vendredi 19 mai, à 20 h 30, une conférence-débat autour des mythes et de la réalité de la drogue : « **Drogue ? Drogues !** », avec le Centre d'information et de recherche cannabique (CIRC) et l'association « **Espoir Goutte-d'Or** » (EGO). Cette conférence aura lieu au local du groupe Louise-Michel, « **La Rue** », 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), métro **Blanche** ou **Abbesses, 75018 Paris**.

SAINT-GEORGES-D'OLÉRON

Si vous habitez la Charente-Maritime, vous pouvez prendre contact avec le groupe Bakounine de la FA, en écrivant au **35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron**. Tél. : **46.76.73.10**. FAX : **46.76.82.60**. Vous voulez vous investir dans des alternatives, sachez que le groupe est partie prenante dans l'école libertaire Bonaventure et le lieu de vie Bout d'Ficelle. D'autres actions sont bien sûr envisageables. Alors, n'hésitez pas à nous contacter.

CLERMONT-FERRAND

Le groupe Spartacus tient une table de presse et une permanence à l'**Ateneo, 8, rue de l'Ange**, à partir du samedi 20 mai, en après-midi.

LA RENCONTRE CLINTON-ELTSINE EN RUSSIE

La paix n'est pas pour demain !

LORSQU'UNE CINQUANTAINE de chefs d'Etats éprouvent le besoin de se rencontrer successivement à Londres, Paris, Berlin et Moscou en l'espace de trois jours, c'est sans aucun doute un événement qui dépasse la symbolique officielle du 8 mai 1945. Il est difficile de croire à la sincérité d'Etats qui ont laissé en place Franco, massacré à Sétif, liquidé le Parti communiste grec, entre autres coups tordus décidés autour des accords de Yalta.

Le problème, c'est justement que Yalta ne permet plus de répartir les rôles entre capitalisme privé et capitalisme d'Etat, par défection du marxisme-léninisme.

L'enjeu est de savoir comment et en faveur de qui les zones d'influence vont être réparties. Ce qui n'est pas une mince affaire, et elle est loin d'être réglée.

Le nouvel ordre mondial n'existe pas ! — Nous voyons bien que de grands ensembles politiques sont en gestation : américain et japonais représentent deux ensembles économiques d'égal force (7 600 milliards de dollars pièce). Chacun d'eux ont vassalisé qui l'Amérique

latine, qui l'Asie du sud-est, mais qui sortira vainqueur de cette confrontation ? Loin derrière, se développent la Chine et l'Inde, dont nous ne savons pas trop comment les populations vont digérer les évolutions économiques très rapides. L'Europe occidentale essaie tant bien que mal d'homogénéiser sa politique et son économie, mais reste traversée par de nombreuses contradictions historiques et sociales. L'Afrique et quelques autres régions de la planète existent-elles vraiment dans cette partie d'échecs capitaliste ?

L'impérialisme « naturel » de la Russie — Reste le cas de la Russie, qui doit gérer l'éclatement de l'URSS. L'implosion du système soviétique a donné naissance à une série d'Etats indépendants qui tout en s'affichant autonomes par rapport à la Russie sont obligés bon gré mal gré de renouer des relations économiques avec leur très ancienne suzeraine. C'est que les Occidentaux veulent bien vendre des produits et des technologies à ces nouveaux pays, mais encore faut-il qu'ils aient les moyens de les acheter... en dollars, en marks ou en matières premières

stratégiques, bien entendu. peu d'entre eux en ont réellement la possibilité, et c'est ce qui les fait se tourner vers la Russie, qui, petit à petit, après une période de flottement, reconstitue sa zone d'influence. C'est le cas de la Géorgie, de l'Ukraine et de nombre de ces petits « royaumes » qui se sont structurés autour de « seigneurs » ayant su gérer leur sortie du Parti communiste avec une bonne grosse dose de nationalisme. Même la Lettonie et la Lituanie ont dû, elles aussi, faire le dos rond.

L'enjeu de l'Europe centrale — Reste le cas de l'Europe centrale où les sphères d'influence traditionnelles de l'Allemagne, de la Russie, de la Turquie, de la France, de la Grèce... s'affrontent à nouveau, avec bien entendu un « arbitre » obligé : les Etats-Unis. Ainsi, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Croatie se sont « spontanément » intégrées à la zone économique allemande. La Serbie est protégée le plus officiellement du monde par la Russie qui n'a jamais hésité à mettre son veto aux sanctions de l'ONU ni à passer outre l'embargo économique

frappant Belgrade. Pétrole, armes et céréales lui parviennent sans difficulté par le Danube. La Macédoine, l'Albanie, le Kosovo et bien entendu la Bosnie sont l'enjeu de rivalités locales et internationales sanglantes.

Les liens se développent entre l'Europe occidentale et la Pologne, la Bulgarie, la Roumaine, sans toutefois réussir à réellement sortir de l'ornière leurs économies. Tous ces pays souhaitent intégrer la Communauté européenne qui semble largement se faire tirer l'oreille tant les déphasages socio-économiques sont grands.

La montée en puissance du nationalisme russe — C'est dans ce contexte qu'intervient cette rencontre au sommet des « grands » de ce monde et plus particulièrement entre Eltsine et Clinton.

L'intervention militaire russe en Tchétchénie est clairement un signal donné tout à la fois aux Etats de la zone russe et à la communauté internationale. Il s'agit pour la Russie de réaffirmer sa volonté d'être une puissance internationale. La crise tchétchène aurait sans doute pu être résolue de manière pacifique, mais Eltsine a choisi délibérément de faire

monter la pression jusqu'à la confrontation armée. Ce n'est pas le fait d'une saute d'humeur d'après boire mais une décision politique.

Il faut savoir que l'économie russe est désarticulée, obsolète et soumise à la dure loi du marché international. De plus, ceux qui avaient mis leur espoir dans des investissements massifs occidentaux en Russie déchantent. Nous avons assisté à une politique de coups juteux, mais localisés, qui ont permis à des multinationales d'asseoir leur hégémonie mondiale. Jamais, il n'a été question de permettre à la Russie de moderniser en profondeur son appareil de production.

L'Etat russe en a pris conscience et va s'appuyer sur les seuls éléments forts dont il dispose, à savoir le nationalisme et l'armée pour faire face à la profonde crise sociale interne. Nationalisme et impérialisme font partie d'une histoire vieille de quelques siècles déjà et ont été largement entretenus par l'Etat soviétique. A propos de l'armée, en dépit de tout ce qui a pu être dit sur son incapacité opérationnelle, la Russie a hérité d'une force conséquente. Or, depuis novembre 1993, la restructuration du système militaire a été décidée par le Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie. Comme pour tout les autres Etats de la planète, il s'agit d'intégrer le fait qu'il n'y a plus d'ennemi particulier (à l'Ouest ou à l'Est) dans les stratégies militaires. La défense doit être tous azimuts et capable d'opérer loin de ses bases arrières. Cette phase de réorganisation est en cours et déjà largement suivi d'effets. Il faut noter qu'a été intégré dans les textes légaux le contrôle de toute la production militaire par l'armée elle-même, ce qui n'avait jamais pu être obtenu tant sous le tsarisme que sous Staline. Et pourtant...

Nouvelles tensions internationales — Nous devons comprendre le *niet* d'Eltsine à Clinton tant sue la livraison de centrales nucléaires à l'Iran que sur le refus de voir l'Europe centrale intégrée dans l'OTAN comme un des effets de cette réorganisation et montée en puissance du système militariste russe. Il est probable que les tensions politiques entre Russie et Etats-Unis vont se multiplier et se traduire par une intensification des conflits sur les points chauds de la planète. Cela va avoir des conséquences directes sur la situation yougoslave, mais aussi sur la stratégie d'intégration d'autres Etats à la Communauté européenne et donner des moyens de pression supplémentaires aux Etats-Unis qui feront payer au prix fort leur protection face à une Russie plus menaçante.

Le drame dans tout ça, c'est que les populations d'ici ou d'ailleurs comptent pour du beurre et paieront au prix fort les combines des classes dominantes. ♦

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

CHIAPAS

En solidarité avec le peuple mexicain Pour un véritable dialogue

Le 9 février, le gouvernement de Zedillo entreprit une aventure militaire contre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Seule la pression exercée au Mexique et dans divers endroits du monde obligea le gouvernement à arrêter l'offensive militaire et à accepter la recherche de solutions politiques au conflit.

La mise en œuvre de discussions directes et les accords qui ont été atteints lors de la première réunion du dialogue (9 avril) se sont révélés être des avancées significatives dans la recherche d'une paix digne et juste. Néanmoins, pendant la deuxième réunion (20-24 avril), sont apparus des conflits qui assombrèrent les perspectives du dialogue.

Parmi ces derniers, le plus important est l'opposition quasi-absolue entre les propositions présentées pour faire baisser la tension militaire. L'EZLN offre le maintien de ses « positions de montagne » actuelles et promet de n'occuper aucun terrain, exigeant en échange le retrait de l'armée fédérale jusqu'aux positions qu'elle tenait le 8 février. La proposition du gouvernement offre le retrait de l'armée fédérale mais, en

échange, il est exigé le désarmement des zapatistes et leur concentration dans trois endroits du Chiapas.

Comme la délégation zapatiste l'a signalé, la proposition gouvernementale considère que les demandes de l'EZLN (terre, travail, toit, santé, éducation, alimentation, fin du racisme, respect des formes de gouvernement des communautés indiennes, indépendance, démocratie, justice liberté et paix) ont été résolues dans leur totalité, et donc, que le moment est venu de « remettre les armes et de s'intégrer à la vie nationale comme une force politique de plus ». Il est évident qu'aucune de ces demandes n'a été satisfaite et que, en ce qui concerne les aspects essentiels, le gouvernement de Zedillo s'est entêté à maintenir les caractéristiques les plus rétrogrades du système : la subordination au diktat du capital nord-américain, le contrôle présidentiel sur le Parlement, le contrôle du PRI sur les syndicats, la répression et l'emprisonnement des opposants.

Dans cette situation, la demande de désarmement de la part de Zedillo semble être hors de propos une fois de plus et a entraîné une situation où les possibilités d'arriver à une solution pacifique du conflit s'amoindrissent.

C'est pourquoi le Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte lance un appel pour continuer en Europe à manifester l'appui aux demandes justes de l'EZLN et à exiger du gouvernement mexicain :

- qu'il montre une volonté sérieuse de négocier, en retirant la proposition de désarmement ;
- qu'il retire l'armée fédérale jusqu'aux positions qu'elle occupait le 8 février ;
- qu'il libère tous les prisonniers politiques ;
- que cessent le harcèlement et la répression contre les personnes et les organisations démocratiques ;
- que cessent le harcèlement et la campagne de diffamation contre la Commission nationale intermédiaire (Conai)

Seurs et frères mexicains, une fois de plus nous disons : vous n'êtes pas seuls ! ♦

COMITÉ de SOLIDARITÉ avec les PEUPLES
du CHIAPAS en LUTTE
(c/o 33, rue des Vignes, 75020 Paris)

Nantes : Viva Zapata !

• Samedi 20 mai, 15 h 30 : happening en ville en soutien à l'EZLN. Rendez-vous **place du Change**, avec votre passe-montagne et vos tennis Marcos !

• Samedi 20 mai, 20 h 30 : exposition, table de presse, vidéo et conférence-débat avec deux camarades de retour du Chiapas, au « **Local** », 16, rue Sanlecque (arrêt Hôtel-Dieu, tram 2).

• Dimanche 21 mai, 18 h : concert anti-impérialiste avec les Zarmazones (ragga muffin) au **squatt Le Courtois, rue de Bitche (derrière le Palais des Congrès)**.

A l'initiative de : BADAL, collectif anti-sexiste, Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, Précaires et solidaires nantais, SCALP-No Pasaran

« La Maladie de la chair »

Bernard Noël - Petite bibliothèque Ombres

REMONTER d'un souffle jusqu'à la source de sa propre vie, ouvrir la boîte noire de l'interdit et dévoiler au regard effaré du lecteur l'image de l'ombre délétère qui se tient à l'affût, en amont du trajet inverse, à contre-mort ; établir le diagnostic précis du mal qui dénature et rongé l'existence, c'est *La Maladie de la chair*, un fulgurant récit de 87 pages et l'histoire d'une enfance mortellement blessée.

Au terme d'une maladie ingérisable, le père aphasique, aveugle et à demi paralysé se meurt lentement dans une maison perdue au cœur de l'Auvergne. La femme, chrétienne et pratiquante, soigne son époux avec l'abnégation non dépourvue de cynisme que lui dicte une morale religieuse et devoir. Entre les deux adultes, l'enfant témoin, sa solitude atroce, le silence de la mort déjà présente et plus tard l'écrivain, le narrateur explorant avec un acharnement d'une beauté obscène cette lisière où les souvenirs confinent à la

mémoire, viol de l'abîme scellé où l'aventure individuelle rejoint le destin de l'espèce. On ne peut résumer pareil livre, les couloirs en sont trop nombreux. La structure du récit émane d'une obstination à faire penser en pensant juste. On saura seulement que cette méditation, d'autant plus bouleversante qu'elle a pour sujet l'enfance, s'établit dans l'espace où la vie et la mort, inextricablement enchevêtrées produisent une souffrance qui élève la conscience jusqu'au vide ultime. Dès lors, il n'est plus que de considérer les règles du comportement humain pour ce qu'elles sont et non pour ce qu'elles paraissent, d'où la portée révolutionnaire de ce livre qui nous éclaire sur les mécanismes d'une pensée tendue vers le silence du corps, définitivement affranchie de la morale et des superstitions. Ne peuvent contribuer à l'élargissement de notre liberté que des livres de cette espèce, qui tendent vers une transparence totale. Outre que ce récit éclaire dans son ensemble l'immense puzzle que constitue aujourd'hui l'œuvre de Bernard Noël, ce qui est du plus grand intérêt pour ses lecteurs, il offrira à ceux qui ne l'ont pas encore lu l'espace d'une vérité totale, sans concession, un véritable bilan de l'humaine condition. L'ouvrage est joliment fabriqué (en couverture une reproduction du tableau de Munch : *Le Cri*), correctement broché, imprimé dans un joli caractère et vendu au prix modique de 49 F. Pour un texte de pareille qualité, c'est donné. ♦

CLAUDE MARGAT

Conférences sur l'école libertaire BONAVENTURE
LA ROCHELLE
mercredi 17 mai - 20 h 30
salle Amos Barbot
37, rue du Collège
SAINT-PIERRE-D'OLÉRON
mardi 23 mai - 20 h 30
salle Gambetta (mairie)
place Gambetta

Associations

PARIS : CONFÉRENCE SUR L'ANARCHIE A JUSSIEU

NRV, groupe libertaire de Jussieu, composé en partie de sympathisants du groupe Ubu de la FA, organise le jeudi 18 mai, à 12 h 30, à l'Espace Jussieu (sur le campus, entre les amphs 34 et 44), un meeting sur le thème : « Aujourd'hui l'anarchie ! ».

LILLE : RENCONTRE A PROPOS DE LA CHINE AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX

Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux organise une rencontre, en présence de l'auteur, autour du dernier livre de Jean-Jacques Gandini, *Chine, fin de siècle* (éditions ACL), le vendredi 19 mai, à 20 h 30, au 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), à Lille.

NANTES : SOUTIEN AUX INDIENS DU CHIAPAS

Le collectif d'organisations (dont la FA) soutenant la guérilla indienne de l'EZLN vous invite à une réunion-débat le samedi 20 mai, à 20 h 30, au « Local », 16, rue Sanlecque, quartier La Madeleine, et à un concert le dimanche 21, au squatt « Le Courtois », rue de Bitche. Pour le passage des groupes et l'horaire du concert au « Courtois », se renseigner en téléphonant le vendredi 19 mai, en soirée, au 40.48.49.56.

NANTES : REPRÉSENTATION THÉÂTRALE ANTI-ÉLECTORALE

Après la Présidentielle et avant les élections municipales, « Le Local » (16, rue Sanlecque) vous invite à une représentation théâtrale anti-électorale, autour d'un texte découpant et acide, le vendredi 26 mai, à 20 h 30.

NÎMES : VIDÉO-SURVEILLANCE

Le collectif nîmois contre la vidéo-surveillance vous invite à assister au débat public qui aura lieu le mardi 23 mai, à 20 h 30, à la Bourse du travail de Nîmes. Le débat sera animé par M. de Vitalys, ex-consultant de la CNIL. Participation aux frais : 10 F.

CHOISY-LE-ROI : PIQUE-NIQUE DE L'AMITIÉ

L'association « Les Amis de Louise-Michel » du Val-de-Marne — avec le concours du groupe Etoile Noire de la FA et du Syndicat intercorporatif de Choisy-le-Roi (CNT-AIT) — vous invite à un « pique-nique de l'amitié » le dimanche 28 mai, sur le coup de midi, dans le parc de Choisy-le-Roi (situé à 500 mètres de la station SNCF de Villeneuve-Prairie), où vous serez attendus à l'entrée.

« QUE FAIT LA POLICE ? » : BULLETIN ET PERMANENCE

Le n° 11 (mai 1995) du bulletin de l'Observatoire des libertés publiques, *Que fait la police ?*, vient de paraître. Pour l'obtenir, envoyez quelques timbres à 2,80 F à : Observatoire des libertés publiques, 7-9, rue Dagorno, 75020 Paris. Vous pouvez également soutenir l'association en lui faisant parvenir vos chèques à l'adresse ci-dessus, libellés à l'ordre de l'Observatoire des libertés publiques.

Par ailleurs, l'Observatoire tient une permanence, le mardi de 18 h à 20 h et le jeudi de 18 h à 19 h, au siège « Droits Devant ! », 7, rue du Dragon, 75005 Paris.

« L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE »

Le n° 10 (mai 1995) de *l'École émancipée*, revue syndicale et pédagogique, vient de paraître. Au sommaire (entre autres) : « Des congrès syndicaux à l'heure de la recomposition » (SNESS-SNUipp-CFDT), « La mascarade des programmes d'EPS... » Prix : 25 F. Abonnement, suivant les revenus, de 80 F à 450 F... se renseigner auprès de Josefa Ramine, 49, rue P.-Renaudel, 33130 Bègles ou à la librairie de l'École émancipée, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris. Tél. : (16.1) 46.28.50.49.

LIBRE PENSÉE : « LA RAISON »

Le n° 401 (mai 1995 - floral 203) de *la Raison*, mensuel de la Libre Pensée, vient de paraître. On y trouve notamment un dossier sur Aristide Briand. Prix : 15 F. Abonnement : 120 F. A commander à la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

SOUSCRIPTION « ON A FAIM ! »

On a faim ! n° 19 est prêt à sortir, mais il manque de sous. OAF ! ouvre donc une souscription, qui permettra de recevoir le n° 19 (au sommaire : Raymonde et Les Blancs Bees, Les Thugs, Un Dolor, Les Abdomens, Macka B, Kent, etc.), ainsi que la compil CD *Rhythms Against Racism 2*, avec Clair Obscur, Die Bunker, Intérim, Drive Blind, Greasy Kid's, Les Tueurs de Rêves, Spici Box, Raymonde et les Blancs Bees, 4 HQ, Les Naufrageurs, Cap'tain Korias, Un Dolor, Gnawa Diffusion, Little Big Band, In Vitro. Prix : 60 F (port compris). Chèque à l'ordre de Jean-Pierre Levaray. Les premiers souscripteurs auront droit à un CD-single ou promo de chez PIAS ou Bundon en cadeau, dans la limite des stocks disponibles. « On a faim ! », BP 47, 76802 Saint-Etienne-du-Rouvray cedex

Ciné sélection

FAS à l'écran :

dix ans d'images des migrations maghrebines et autres à l'Institut du Monde arabe

BREF APERÇU d'une manifestation incontournable au tarif modique et aux horaires commodes sur un sujet pas mal négligé par tous les candidats à la présidence : l'immigration et les migrations, créant points de frottement et espaces de libertés. Le Fond d'action sociale (FAS) produit depuis de longues années, en parfaite harmonie avec l'Institut du Monde arabe, des courts, moyens et longs métrages, destinés à la diffusion la plus large. Ces films œuvrent pour une meilleure connaissance des différences culturelles de tous les groupes ethniques présents dans le métissage actuel de nos villes, banlieues et cités.

Une porte est ouverte sur les univers des musiques arabo-andalouses, maghrebines et la plus grande voix du monde arabe avec *Oum Kalsoum* de Simone Bitton (le 21 mai) ; *Essyad musicien* de Mustapha Hasnaoui (le 28 mai), le retour aux sources de la musique berbère du Haut-Atlas marocain ; *Bled Sisters* de Jean-Pierre Thorn (le 14 mai), un film inédit et tonique, documentaire chantant et magnifique sur six filles de toutes les origines européennes et maghrebines mélangées et de leur ascension triomphale d'une cité au Printemps de Bourges... ; *Djembefola*, de Chevalier et Pierre Marcault (le 20

mai), vous secoue grâce aux rythmes africains et au talent d'un batteur génial ; *Khaled* de Jean-Paul Guirado communique la joie de chanter et de vivre de Cheb Khaled, raconte sa trajectoire, fait parler ses proches et transmet la fraternisation berbéro-arabe autour de la chanson la plus célèbre d'Idir.

Les longs métrages font le tour complet de la question de l'immigration, de la transplantation et des problèmes qui en résultent : *Les enfants du Néon* de Brahim Tsaki (le 10 juin), *Le Cri du cœur* d'Idrissa Ouedraogo ou le cauchemar continu d'un gamin qui n'arrive pas à s'intégrer dans son nouveau milieu

en France. Il voit une hyène. Cette parabole saisissante de l'animal africain à la fois familier et inquiétant permet à l'enfant d'exprimer ses peurs et aux adultes de voler à son secours.

La Thune de Philippe Galland (le 7 mai), d'après un excellent scénario de Catherine Breillat, et *Hexagone* de Malik Chibane (le 13 mai) évoquent les problèmes de cœur, de sexe (?), de jeunes beurs en rupture avec leur milieu familial, lancé dans leur course au boulot, à la formation et l'ascension sociale.

Deux petits films courts à signaler, sur le malentendu culturel qui se résout en un merveilleux éclat de

rire : *Le petit chat est mort* de Fejria Deliba (le 10 juin) où la lecture de Molière crée le quiproquo et *L'Exposé* d'Ismaël Ferroukhi (le 27 mai) où les odeurs et saveurs orientales remplacent les chiffres et lettres sociologiques désincarnés, où l'expérience de l'autre passe par la sensation et le plaisir des sens. ♦

HEIKE HURST
(« Fondu au Noir »)

N.B. : signalons que l'IMA projette gratuitement des vidéos, du mardi au dimanche, de 10 h à 18 h, à l'Espace Image et Son, évidemment sur les mêmes thèmes.

HISTOIRE DU COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS

« Liberté sur paroles »

Christophe Soulié - éditions Analis

CE LIVRE devait être écrit. Sous-titré : *Contribution à l'histoire du Comité d'Action des Prisonniers (CAP)*, il nous relate les luttes de cette époque, de 1972 à 1980, mais il les débord largement, puisqu'il évoque la naissance du Groupe d'Information Prisons (GIP), en 1971, et rend compte des mouvements anti-carcéraux des années 90.

Christophe Soulié fait œuvre de journaliste. Il a compulsé d'innombrables archives, celles du CAP, bien sûr, mais aussi la presse officielle et surtout militante des années 70 et 80. Il a également rassemblé une importante bibliographie en matière de justice, de prison et de réflexion politique.

Cela donne un ouvrage passionnant. Il ne se contente pas de narrer une histoire. Il nous plonge au cœur de la bataille. L'auteur débat parmi nous, comme s'il avait réellement fait partie du CAP. Il est vrai que les questions posées par ce mouvement restent cruellement d'actualité. A cet égard, *Liberté sur paroles* montre à quel point les luttes ont reculé depuis 1980.

Avec le GIP, le rassemblement d'intellectuels et d'ex-prisonniers autour de Michel Foucault a permis le lancement d'un type de combat nouveau. L'informatique passe enfin de l'intérieur de la prison vers le grand public. La question s'est beaucoup posée de savoir si le GIP a permis la naissance du CAP. Il est difficile de répondre, car on ne refait pas l'histoire. Mais il est clair que l'emprisonnement de militants maoïstes, comme Alain Geismar, a servi d'amplificateur aux luttes des détenus de l'époque. De plus, leur soutien par les intellectuels leur a offert un crédit d'autant moins négociable que, jusqu'à cette époque, les taulards n'avaient aucune existence politique.

Christophe Soulié apporte sa touche à l'analyse, en nous montrant que la sortie de prisonniers de la centrale de Melun, en particulier Serge Livrozet, allait mettre le feu aux poudres. Or, Michel Foucault et les maoïstes ont commis une erreur magistrale. Lors de l'affaire de Bruay-en-Artois, en 1972, où une jeune fille de seize ans a été retrouvée assassinée, ils politisent l'instruction judiciaire. Les soupçons

se portent sur le notaire du village. Les maos dérapent, le 1^{er} mai dans *La Cause du peuple*. Ils titrent : « Il n'y a qu'un bourgeois pour faire ça ».

Serge Livrozet annonce à Michel Foucault la création du Comité d'Action des Prisonniers. C'est toute la philosophie du CAP qui surgit alors : non à la prison. Les militants anti-carcéraux refusent aussi bien la taule pour les bourgeois que pour les prolétaires. C'est le principe même de l'enfermement qui est remis en cause. En ce sens, le CAP, franchement libertaire, a raison contre les maos. A une époque où tous les

combats se sont dissous une idée-force subsiste : la prison doit être abolie. Le reste n'est qu'arguties autour du quand et du comment, en société libérale ou libertaire, à partir de quelles alternatives...

Le démarrage du CAP est foudroyant. Christophe Soulié le décrit avec un réalisme fascinant : création du *Journal des prisonniers*, conférences de presse, distributions de tracts, plate-forme de revendications en onze points... plus un (abolition de la prison), actions spectaculaires... Comme les détenus bougent beaucoup dans les maisons d'arrêt et les centrales, le travail ne manque pas pour la poignée de fondateurs du mouvement.

Cela prend vite de l'ampleur. D'autres anciens prisonniers rallient le CAP et les luttes se multiplient. Parmi les plus célèbres, il y a la dénonciation de Mende, « chef-lieu de la torture et de la Lozère », deuxième quartier de Haute sécurité, après Beauce, la révélation de la mort de Patrick Mirval, assassiné dans un

ascenseur, à Fleury-Mérogis et le soutien à Serge Livrozet, qui avait crié, en plein tribunal, à Colmar : « *Pourriture de justice française* ».

Mais, au niveau des événements, les batailles ont été si nombreuses qu'il serait difficile de les énumérer toutes. Pour cela, il est plus simple de se plonger dans *Liberté sur paroles*. Particulièrement intéressants sont les points clés de la philosophie du CAP, retenus par Christophe Soulié. D'abord, les causes de la délinquance sont clairement analysées comme politiques. La plupart des crimes et délits sont d'origine socio-économique. D'où ce slogan : « *Tout prisonnier est politique* ». A partir de là, les militants du CAP ne réclament la prison pour personne. Ni même pour les violeurs, ni même pour les bourgeois. Cela suscite de vives discussions à l'intérieur du mouvement et, surtout, des polémiques violentes avec les autres organisations d'extrême gauche, comme avec l'ensemble de la presse, à l'exception

de *Libération*, encore « Libé » et soutien efficace de la lutte des prisonniers.

Un autre mérite du CAP a été d'expliquer les révoltes de 1974 qui ont fait, parmi la population carcérale, huit morts et plus de cent blessés. Cela, en dépit des pressions et des menaces dont une partie des animateurs du Comité ont fait l'objet.

La lutte contre l'isolement a été une préoccupation constante du groupe et a pris des formes variées, des numéros spéciaux du journal aux conférences de presse, communiqués et actions de défense des détenus isolés de l'époque. Il est vrai que ces derniers se sont battus avec rage, ont beaucoup écrit et étaient en contact régulier avec le CAP. Ils avaient nom Daniel Debrille, François Besse, Carman Rives, Taleb Hadjadj, Jacques Mesrine, Roger Knobelspiess, Maurice Hanneton, Georges Ségard, Bernard Gless, Richer, Pont...

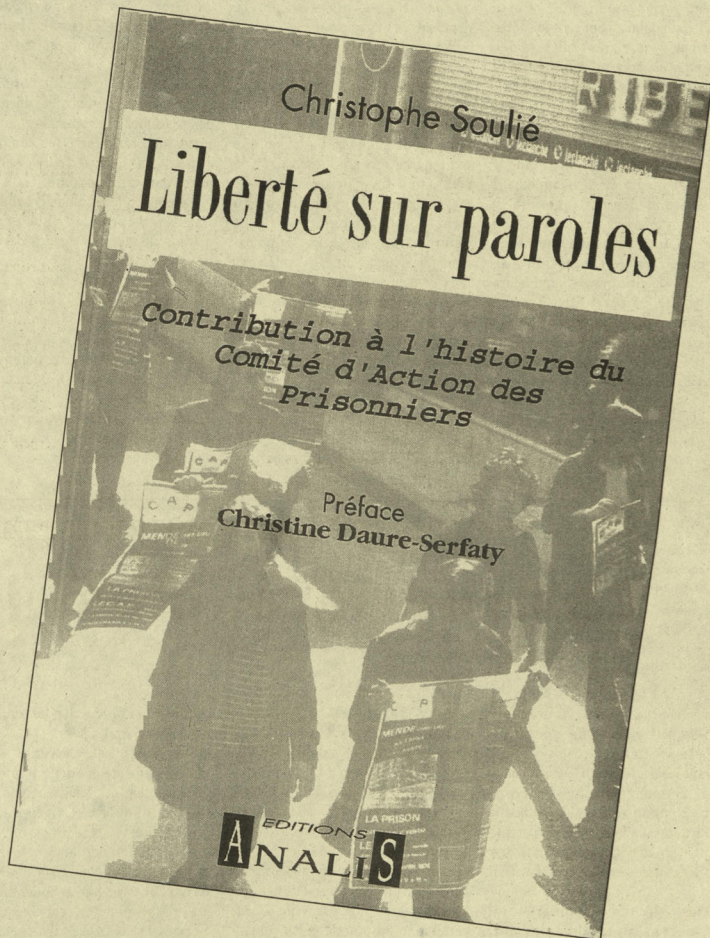
L'histoire du CAP, c'est la naissance d'une pensée et d'un type de combat, mais c'est aussi les rapports entre de fortes personnalités comme Jean Lapeyrie, Serge Livrozet, Elisabeth Auerbacher et bien d'autres. Christophe Soulié ne tombe jamais dans l'anecdotique. Il explique minutieusement la naissance, la montée en puissance et, plus tard, la fin d'un mouvement qui reste un modèle en matière de lutte anti-carcérale et anti-judiciaire.

Il nous parle de son prolongement, le Comité d'Action Prison-Justice de Lapeyrie et Auerbacher, de 1980 à 1985, de l'Association syndicale des prisonniers de France, en 1985, et de l'éparpillement des luttes qui a suivi. Nous débouchons sur le constat morose de la déliquescence actuelle du combat anti-carcéral. Mais il n'incrimine en rien les détenus, pour la simple raison qu'il est le reflet d'une situation globale de démobilitation générale.

L'avantage de ce livre est de ne pas moraliser. L'auteur est jeune. Il ne fait pas l'apologie des anciens combattants, ni la critique d'une jeunesse récupérée. Il nous donne du tonus. Il nous rappelle les idées-forces du combat pour l'amélioration des conditions de détention et pour l'abolition de la prison. *Liberté sur paroles* est un livre qui fera bientôt référence sur un mouvement qui fait toujours référence. ♦

JACQUES LESAGE DE LA HAYE

N.B. : *Liberté sur paroles*, Christophe Soulié, éditions Analis. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 120 F (+ 10% de frais de port) ou à Analis, BP 28, 33031 Bordeaux cedex.



Enregistrement public d'un CD
par ALAIN AURENCHÉ

SAMEDI 27 MAI - 21 h
au THÉÂTRE JEAN-VILAR de VITRY-SUR-SEINE (94)
9, avenue Youri-Gagarine
(bus 180 ou 183, arrêt : Mairie-de-Vitry)
Entrée : 120 F. Réservation au 40.31.79.18
Chèque à l'ordre de « La Rose Noire »
BP 23, 95580 Andilly

PROPOSITION
DE CAMPAGNE
DE LA
COMMISSION FEMMES

Violences sociales faites aux femmes

Précarité

Les conditions économiques entraînent les femmes soit dans une dépendance accrue vis-à-vis des hommes, soit les mettent sur le chemin de la prostitution (il est évident que nous condamnons aussi la prostitution masculine).

Corps

La femme a toujours été une valeur marchande et considérée comme un objet. Elle fait vendre, elle se vend. A l'heure d'une concurrence acharnée, c'est plus que jamais vrai.

Cette campagne s'illustrera par des textes, des expos (mises en place actuellement par les copines du groupe Ubu), une affiche, éventuellement des tournées de militantes. Son intérêt réside dans une nouvelle affirmation globale liant la lutte contre le patriarcat, la lutte contre le capitalisme et contre l'Etat. ♦

Motion « Solidarité internationale »

Au vu de la situation algérienne, nous devons réaffirmer notre solidarité avec les personnes en Algérie victimes de la répression.

Aujourd'hui, les associations qui aident concrètement les Algériennes et Algériens, ou autres personnes déboutées du droit d'asile, commencent à avoir des problèmes avec la justice.

La Fédération anarchiste s'engage à impulser toute campagne de désobéissance civile quant au droit d'asile qui se mettrait en place durant l'année.

Nous le revendiquerons comme choix politique de l'organisation. ♦

ROUEN : LES 6, 7 ET 8 MAI

Pas de liberté, pas d'égalité sans égalité sociale

LE HASARD (salles disponibles) avait fixé notre congrès durant le week-end du deuxième tour de l'élection présidentielle. Cette symbolique allait, pour une fois, être confirmée par les faits : les anarchistes, très présents dans la réalité des luttes quotidiennes, proposent un projet en rupture totale avec le système économique et politique actuel. Pendant trois jours, les délégué(e)s ont plâché sur la stratégie de développement des idées et des pratiques libertaires, premiers pas indispensables pour une transformation radicale de la société. Seule concession à la politique « politicienne » : une heure à regarder les résultats à travers l'émission... des Guignols.

Mais revenons au congrès. Il se déroule en trois parties distinctes : bilan des activités et contrôle des mandats donnés pour l'année écoulée ; débats sur l'orientation des activités et le développement des œuvres de la Fédération anarchiste ;

mandatement pour l'année à venir. Cette année, le congrès a été marqué par un début d'évaluation des stratégies mises en œuvre depuis deux ou trois ans.

Nos outils de propagande — Radio Libertaire, la librairie Publico, le Monde libertaire, les éditions du même nom — ont des finances assainies (mais toujours précaires), par contre leur audience n'est pas à la hauteur de nos ambitions. D'où la nécessité d'une part de se doter de moyens plus importants (nouveau local, équipes renforcées...) et d'autre part de développer la propagande en leur faveur et d'améliorer leur contenu, leur diffusion. Pour notre journal, la sortie du numéro « hors série » consacré à la fois au centenaire du titre et au n° 1000 est une occasion de mettre en pratique rapidement cette volonté.

Ces outils ne sont rien s'ils ne sont pas au service d'une stratégie d'intervention sociale. Ces temps-ci, beaucoup de commentateurs parlent

de troisième tour. Les congressistes pensent qu'il serait plus juste de parler d'un avant-tour social. En effet, tout le monde a pu constater que la période électorale, loin de suspendre l'action, a été marquée par une recrudescence des luttes dans les entreprises et dans les quartiers. La présence des idées et des pratiques libertaires lors de ces luttes ont reconforté les congressistes. « Agir au lieu d'élire ! », voilà un slogan qui pour une fois a été mis en pratique à grande échelle.

Dans cette perspective, le congrès a travaillé sur des thèmes décidés pour certains depuis plusieurs années : le retour de l'ordre moral ; le partage des richesses et du temps libre ; la solidarité internationale (avec le peuple algérien) ; mais aussi le problème du logement (dans tous ses aspects). De manière plus générale, tous et toutes étions d'accord pour continuer à mettre en œuvre une stratégie comprenant deux axes principaux :

— ne pouvant que constater la faillite idéologique du marxisme et de la social-démocratie, les anarchistes doivent réaffirmer haut et fort l'originalité, la modernité et la cohérence de leur projet. Ils représentent une rupture totale avec le capitalisme et ceux qui le servent ou se contentent de l'aménager ;

— les belles idées ne servent à rien si elles ne trouvent pas une application concrète qui les crédibilisent. Pour les militant(e)s anarchistes, s'organiser, mettre en place des pratiques libertaires n'est plus une utopie, mais une réalité et une nécessité. Cela ne se conçoit que dans la durée, par un travail de proximité, au quotidien et non par la gesticulation.

Dans ces conditions, il est clair que les détenteurs des pouvoirs économique, politique et moral ont toutes les chances de se trouver face au mouvement libertaire organisé, plus souvent qu'ils ne le souhaiteraient. ♦

WALLY

(gr. Louise-Michel - Paris)

PROPOSITION DE CAMPAGNE FÉDÉRALE 95-96

« La propriété, c'est le vol ! »

Pierre-Joseph Proudhon

Le respect absolu de la propriété privée est la clé de voute du système capitaliste.

Dans ce système, le propriétaire d'un immeuble vide (souvent motivé par la recherche du profit maximum via la spéculation) vole la possibilité de se loger à des familles ou des individus jetés à la rue...

Dans ce système, le propriétaire des moyens de production, qui, sous prétexte d'augmenter la rentabilité de son entreprise, licencie un travailleur, lui vole par là même les moyens de sa survie...

Droit de propriété privée et valeur d'usage social des biens sociaux et des moyens de production sont au centre de la contradiction qui génère aujourd'hui ce que certains appellent hypocritement la facture sociale.

La FA, à l'occasion de son congrès de Rouen, appelle tous ses membres à organiser pour l'année qui vient une campagne d'actions et de réflexions autour de cette contradiction fondatrice du système capitaliste, par la réappropriation des logements vides et le refus radical du système poubelle qui exclue les humains devenus

inutiles à la production de toujours plus de marchandises.

Sans céder aux sirènes d'un phénomène de mode, ni tomber dans les logiques caritatives des professionnels de l'indignation médiatique, la FA se propose...

— de coordonner de façon permanente les actions entamées sur ces terrains sociaux par les individus ou les groupes fédérés (par exemple : Bordeaux, Nantes, Tours, Bruxelles...);

— de soutenir toute initiative de ses membres qui viserait à élargir pratiquement la faille ouverte dans le droit bourgeois par les « réquisi-

tions »-occupations de l'hiver 94-95. Il ne s'agit pas pour nous de nous substituer aux acteurs sociaux mais d'apporter un soutien politique et/ou logistique à celles et ceux qui décident de prendre leur sort en main. ♦

GRUPE MILLY-WITKOP - Nantes
GRUPE EMMA-GOLDMAN - Bordeaux
MARC,
groupe libertaire de Tours
BABAR,
groupe Alternative Libertaire de Bruxelles

Paris Normandie

BERNAY
PONT-AUDEMER

Samedi 15, dimanche 16 et lundi 17 avril 1995

N° 15840 6,80 F

► Verneuil : la « F.A. » trouve reprenneur

La société associative Verneuil est autorisée à reproduire la tradition musicale (F.A.) à Verneuil-sur-Avre. Copiedans 38 emplois nous sommes occupés.

GRAND JEU

SOYEZ ATTENTIF

DE NORMANDE NOS LOTS RESTENT A GAGNER

Une note d'humour

SOMMAIRE

Page 1 : Mitterrand rend son trône dans l'état où il l'avait trouvé ! (suite p. 3), Pire que le flic : le contrôleur social ! (suite p. 2).

Page 2 : Pire que le flic : le contrôleur social ! (suite de la « une »).

Page 3 : Mitterrand rend son trône dans l'état où il l'avait trouvé ! (suite de la « une »), A la petite semaine : Le courage, Des activités menées tambour battant (FA du Gard).

Page 4 : Que ne faut-il pas inventer pour conserver sa carte de séjour !, Rendez-vous, Souscription pour un local RL-ML.

Page 5 : Rencontre Clinton-Eltsine : La paix n'est pas pour demain !, En solidarité avec le peuple mexicain... Pour un véritable dialogue.

Page 6 : La Maladie de la Chair de Bernard Noël, Associations, Ciné sélection : FAS à l'écran...

Page 7 : Liberté sur paroles de Christophe Soulié.

Page 8 : Les motions et propositions du congrès FA de Rouen.